

## Contre - point

Par Jean-Pierre Patat,  
conseiller économique au Cepii  
et chez Thierry Apoteker conseil



**La crise grecque redonne du tonus aux anti-euro.** Sentant l'odeur du sang sur le marché des changes, les hedge funds qui avaient vainement tenté de faire échouer le projet de monnaie unique au début des années 90 et avaient subi des pertes sévères en s'attaquant au franc (Georges Soros doit s'en souvenir) reviennent dans le jeu. On fait état de sondages idiots, dont on se demande qui les commandite (60% des Français regrettent leur "bon vieux franc" ! 60% des allemands veulent que la Grèce quitte la zone euro !)

L'offensive "intellectuelle" s'articule autour de deux axes de critique : la zone euro a été bâtie pour l'Allemagne et est gérée pour les seuls intérêts de l'Allemagne ; la surévaluation de l'euro est cause de tous les maux.

Sur la première critique, on a déjà abordé dans ces colonnes le fantasme obsessionnel

### GEOECONOMIE

## Quand les prophètes de malheurs jubilent

L'offensive "intellectuelle" s'articule autour de deux critiques : la zone euro a été bâtie pour les seuls intérêts de l'Allemagne ; la surévaluation de l'euro est cause de tous les maux. Billevesées !

de ceux qui voient les allemands aux commandes de la BCE, (sans expliquer comment ils pourraient s'y prendre étant donné le mode de gouvernance mutualiste de l'Institution). Dans les colonnes d'un grand quotidien, deux brillants esprits dénoncent la concurrence jugée "inéquitable" de l'appareil productif allemand dont le tort est, je

*Mettre fin à la monnaie unique reviendrait à restaurer une situation où les pays européens se livreraient à des dévaluations compétitives, meilleur moyen pour entraîner leur ruine*

cite, de bénéficier du "talent et de la rigueur de sa population, bien formée et apte au travail" Voilà qui est effectivement très "inéquitable", voire scandaleux ! En fait, l'Allemagne, entrée dans la zone euro avec un taux de conversion surévalué, a souffert pendant plusieurs

années et a surmonté ce handicap grâce à une surveillance stricte de ses coûts salariaux, alors que d'autres pays, ayant bénéficié d'un taux de conversion plus avantageux, se sont, laissés aller et ont fait dériver leurs coûts de production.

Mais venons à la surévaluation de l'euro car c'est là le cœur de l'attaque anti-monnaie

unique. Les malheurs de la Grèce, de l'Espagne sont imputés à ce change trop fort. Dire cela, c'est se moquer du monde, si on réalise que l'euro a ouvert à ces pays un immense marché sans risque de change et les a fait bénéficier de taux d'intérêt plus qu'avanta-

geux. On ne voit pas en quoi une monnaie plus faible aurait empêché la bulle immobilière en Espagne. Quant à la Grèce, son taux de croissance était, ces dernières années, plus qu'honorable. Enfin, les chutes de croissance vertigineuses enregistrées par les pays qui ne font pas partie de la zone euro montrent que la dépréciation de la devise, même massive (cf le Royaume Uni), n'est d'aucune aide pour se tirer d'affaire.

Négligeant ces réalités, certains anti-euro n'hésitent pas à préconiser de mettre fin à la monnaie unique, ce qui reviendrait à restaurer une situation où les pays européens se livreraient à des dévaluations compétitives, meilleur moyen pour entraîner leur ruine collective. L'un de ces économistes croit avoir trouvé la solution en imaginant deux zones euro, avec deux monnaies, l'euro-franc, l'euro-mark (point n'est besoin de décrire les compositions de ces deux zones !), qui seraient unies entre elles par un accord de change. Ciel ! Outre le fait qu'un tel système cimenterait les différences de modèles de croissance alors qu'il faudrait plutôt les faire se rapprocher, l'histoire du Système Monétaire Européen, SME, montre quelle serait rapidement la zone dont les responsables dirigeraient de facto la politique des deux sous-ensembles !